



Monsieur le Président,
Madame la directrice,
Mesdames et messieurs,

Alors que des événements qui dépassent l'entendement viennent de coûter la vie à deux de nos collègues, c'est vers leurs enfants, leur famille, entourage amical, collègues de travail proches que vont nos pensées en ce début de réunion.

Les personnels de ce Ministère n'ont jamais eu autant besoin de l'action sociale que dans cette période où les conditions de travail sont particulièrement exigeantes et éprouvantes.

Les attentes de nos collègues sont fortes. En tant que membres de cette instance, nous nous efforçons d'y répondre en nous positionnant comme force de propositions et d'innovations. Mais aussi, une force en demandes constantes de budgets supplémentaires pour répondre aux besoins croissants en matière de politique sociale.

Aujourd'hui, malgré le degré d'ingéniosité quant à l'optimisation des deniers dévolus, il faut passer par une prise de conscience au plus haut niveau du ministère que le budget dédié à l'action sociale de ses agents et de leur famille n'est plus à la hauteur.

En effet, personnels du périmètre de la police nationale ou de celui du secrétariat général, tous sont confrontés à des problèmes communs : problèmes de logement, de garde d'enfants, de restauration, d'accès aux loisirs en obtenant des conditions financières correctes ...

Il y a un an, cinq groupes de travail ont été installés. Nous présentons nos travaux lors de cette plénière, avec l'objectif de proposer une politique d'action sociale répondant aux attentes des collègues et de leurs ayants droit.

La journée des vice-présidents du 10 juin dernier a été un moment riche en échanges et en retour d'expériences. Les représentants syndicaux que nous sommes ont été frappés par leur implication, leur souhait de bien faire mais aussi leur frustration quant aux montants des BDIL alloués et de l'implication a minima du corps préfectoral local.

Vous le savez, malgré la suppression d'effectifs dans certains périmètres de notre ministère, de nouveaux fonctionnaires de police vont être nommés, comment allez-vous répondre à leurs demandes légitimes : aux besoins en restauration, de garde d'enfants, de logement

L'actualité a fortement secoué les personnels du corps de soutien du périmètre police. Ils ont besoin comme nous tous d'une politique d'action sociale qui pourrait faire le lien de solidarité entre collègues dans ces moments difficiles.

Les personnels de préfecture ne sont pas épargnés, nombre d'entre eux doivent apprendre à vivre avec une réforme qui met fin à l'idée d'une administration essentiellement tournée vers l'accueil des usagers.

Pour la FMSI-Force Ouvrière, dans un contexte particulièrement difficile pour les agents de ce ministère : attentats, conflits sociaux, sécurité de l'EURO, intempéries, inondations ... il faut se donner absolument les moyens d'améliorer l'accompagnement des agents dans leur environnement professionnel, faciliter le lien entre la vie professionnelle et familiale.

Nous vous demandons de bien vouloir joindre notre déclaration au procès verbal.